

## Bulletin d'histoire politique

**Michel Seymour, Le pari de la démesure, Montréal, L'Hexagone, 2001, 306 p.**

Robert Lahaise



Volume 11, numéro 2, hiver 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060609ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060609ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lahaise, R. (2003). Compte rendu de [Michel Seymour, *Le pari de la démesure*, Montréal, L'Hexagone, 2001, 306 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 11(2), 191–192. <https://doi.org/10.7202/1060609ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Michel Seymour, *Le pari de la démesure*,  
Montréal, L'Hexagone, 2001, 306 p.

Sous-titré *L'intransigeance canadienne face au Québec*, « le pari », pour moi, consiste à tenter de comprendre comment le philosophe Seymour peut en arriver pour le Québec à « la création d'un État souverain assortie d'une offre de partenariat économique et politique » (p. 291), après avoir bien démontré que toutes les tentatives précédentes s'étaient soldées par des échecs, et que « les idéalistes convaincus qui soutiennent que nous devons envisager un renouvellement du fédéralisme [...] ne se rendent pas compte qu'un tel renouvellement est une pure utopie, bien moins réalisable que la souveraineté » (p. 144). Mais comme nous n'en sommes pas à un « pari » près, il faut bien comprendre en quoi consistent la *souveraineté*, le *partenariat*, le *fédéralisme asymétrique*, le *fédéralisme renouvelé*, la *souveraineté ethnicisée* (p. 57) et « la souveraineté-partenariat : un remède au mal canadien » (p. 294), qui placera alors « le Québec dans un juste milieu, entre l'indépendance et le *statu quo*, et ce, quelle que soit la position adoptée par le Canada » (p. 292). Pas facile ... surtout quand le Canada refuse et la souveraineté et le partenariat, et que « nous croyons profondément que toute réforme est maintenant devenue impossible » (p. 295). Quant au « juste milieu » ...

Mais à l'impossible, cette fois, nous serons tenus, car l'auteur termine par « la proposition concrète » : insister pour la très prochaine élection sur « la promotion de l'option souverainiste, le vote obtenu fera [alors] presque le plein des voix souverainistes », soit « environ 42% » (p. 298). À remarquer que le Parti québécois semble souscrire à cette hypothèse en cette morose fin d'août 2002. Mais si ce même Parti québécois poursuivait la lecture, il constaterait à la page suivante que « le vote adéquate pourrait être consolidé pour se situer autour de 15% [...] et] se traduire au maximum par deux ou trois sièges » (p. 299). Et de conclure : « On ne saurait trop insister sur les nombreux mérites de la stratégie proposée » (p. 302); et moi de reconclure que les Jésuites ont dû mal m'enseigner Descartes. Je reconnais toutefois que ce dernier n'aurait pu prévoir en 2001 l'égarement-Dumont-2002, que j'ai

plus qu'arrondi les coins de ladite stratégie, et enfin, que l'auteur a bien fait voir « l'intransigeance canadienne face au Québec ».

ROBERT LAHAISE  
Professeur honoraire  
UQAM

Yves Brossard et Jonathan Vidal, *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito (1980-1995) : désintégration d'une fédération et guerres inter ethniques*, Laval, Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 2001. 365 p.

À la fin de ce que certains historiens ont décrit comme « le court vingtième siècle », les Balkans redeviennent, comme ils l'ont été au début du siècle, le centre d'attention de la communauté internationale. La configuration ethnique complexe de la région, qui continue de poser un défi aux frontières étatiques établies, en plus de sa situation à l'intérieur du continent européen et sa proximité des frontières comme des intérêts des grandes puissances, furent tous des ingrédients qui rendirent le mélange explosif. L'étincelle, cette fois-ci, ne fut pas l'assassinat de Sarajevo, même si cette ville y a certainement joué un rôle. La cause en a été, comme en 1914, la fin des empires. De la même façon que la désintégration de l'Empire ottoman a laissé un vide, en plus du nationalisme naissant, qui fut comblé par les aspirations des Empires russe et austro-hongrois, la fin de l'Union soviétique et de la Guerre froide ont mis fin à la stabilité de la Yougoslavie et ont déchaîné une série d'antagonismes longtemps réprimés. La principale différence entre les deux crises balkaniques réside dans le fait que la crise de la fin du vingtième siècle a soulevé le problème de la gestion, par la communauté internationale et les grandes puissances, du problème ethnique plutôt que son exploitation en vue d'en tirer profit. Yves Brossard, professeur d'histoire internationale à la retraite de l'Université du Québec à Montréal, et Jonathan Vidal, ancien membre du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa, ont écrit une étude qui met en évidence les échecs et insuffisances des grandes puissances et de la communauté internationale, et d'institutions qu'elles ont réussi à mettre sur pied comme l'Union européenne et les Nations-Unies. L'étude comprend à la fois